

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 15/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAMP

Le Pharo
58, boulevard Charles Livon
13007 Marseille

Références : SS/JD-D-1495-2024
SPR/1327/2024
Code AIOT : 0006404706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 17/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchèterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Récolement suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Odeurs

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Suivi des eaux souterraines	AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.6.1	Sans objet
2	Réception des boues	AP de Mise en Demeure du 02/06/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Collecte du biogaz	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de lever les mises en demeure avec l'arrêt de la réception des boues et la mise en conformité relative aux travaux de collecte du biogaz.

Des justificatifs concernant la valorisation du biogaz et le suivi des eaux souterraines sont attendus. En cas de réponse non satisfaisante, des suites administratives sont susceptibles d'être proposées au Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage de l'ISDND
Prescription contrôlée : Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence débroussaillée tout autour du casier. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres. Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence décapée tout autour de l'alvéole en cours d'exploitation. Une bande de 50 mètres de largeur à compter des bandes décapées définies ci-dessus est maintenue débroussaillée.

<p>Une bande de 50 mètres de largeur à compter de la clôture du site, est maintenue débroussaillée à l'extérieur du site.</p> <p>L'ensemble de ces travaux est réalisé progressivement, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les opérations de débroussaillage ont été réalisées conformément aux obligations réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réception des boues

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/06/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, hiérarchie des modes de traitements des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Métropole Aix Marseille Provence, exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de Martigues est mise en demeure de respecter les dispositions des articles L.541-1 I 7°, L.541-1 II 2° et L.541-2-1 II du code de l'environnement, pour les boues issues de la station d'épuration urbaine de Martigues, dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier chargement de boues a été réceptionné le 24 mai 2024.</p> <p>Depuis le 27 mai, le site n'accueille plus de boues de la station d'épuration de Martigues.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Collecte du biogaz

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La Métropole Aix Marseille Provence, exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de Martigues est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 12 I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de raccordement au réseau de biogaz du casier en cours d'exploitation ont commencé le 17 juin 2024 et se sont terminés le 11 juillet 2024.</p> <p>Un plan de récolement de ces travaux a été transmis par courriel du 25 juillet 2024.</p> <p>Compte tenu de ces constats, on peut considérer que l'article 12 I de l'arrêté ministériel du</p>

15/02/2016 qui stipule "Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci" est respecté.
En conclusion, l'arrêté de mise en demeure est satisfait.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Bilan énergétique annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Autre, Bilan 2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend :</p> <p>« i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ;</p> <p>« ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ;</p> <p>« iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation.</p> <p>« Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté.</p> <p>« Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport d'activité 2023 du site du Vallon du Fou a été transmis par courriel du 14/11/2024. Il ne comprend pas le bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie.</p> <p>Les éléments demandés au titre de l'année 2023 n'ont pas été transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté et le bilan énergétique annuel sont à transmettre sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Métropole Aix Marseille Provence exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de Martigues est tenue de respecter les mesures conservatoires suivantes : • concernant le suivi des eaux souterraines : analyse à une fréquence mensuelle (au lieu de trimestrielle) des piézomètres PZ3 et PZ5 pour une durée de 6 mois minimum, sans délais, et transmission d'une proposition d'amélioration du suivi des eaux souterraines au sud de l'alvéole n°3, sous 3 mois ;
Constats : L'exploitant a transmis les résultats du suivi mensuel des eaux souterraines pour les piézomètres PZ3 et PZ5 depuis septembre 2023. A noter que le PZ5 n'a pas pu être prélevé (forage à sec et/ou non fonctionnel) d'après les rapports d'analyses. A ce jour, l'exploitant n'a pas transmis formellement de proposition d'amélioration du suivi des eaux souterraines au sud de l'alvéole n°3. Cependant les conclusions d'une étude hydrogéologique réalisée par ANTEA sont attendues pour la fin de l'année 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une proposition d'amélioration du suivi des eaux souterraines au sud de l'alvéole n°3 est demandée sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois